

DISCOURS DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

[Télécharger le .pdf](#)

Mesdames et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Mesdames et messieurs les élus,
Monsieur le Chef d'état-major des armées,
Messieurs les officiers généraux,
Monsieur l'ambassadeur,
Madame la Directrice Générale de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre,
Mesdames et messieurs les présidents et présidentes de fondations et associations mémorielles ou d'entraide,
Mesdames et messieurs les universitaires, historiens, experts.
Mesdames et messieurs,

Merci d'avoir eu le courage et la sincérité, tous les quatre, de nous livrer ce témoignage aujourd'hui. Et merci Madame la ministre pour votre engagement à mes côtés depuis le début de ce quinquennat sur ce chemin escarpé que vous rappeliez un instant. Merci aux ministres d'être là.

Soixante ans après les accords d'Evian, soixante ans après cette victoire pour certains, cette défaite pour d'autres, le soulagement pour beaucoup, le début d'un calvaire pour tant d'entre vous, nous sommes donc rassemblés. Et le 19 mars 1962 marquait d'abord le début du cessez-le-feu. Cessez-le-feu qui mettait fin à plus de huit années de guerre durant lesquelles, vous l'avez rappelé, plus de 30 000 de nos soldats sont tombés, morts pour la France ; tant de familles endeuillées, tant de blessés. Et cette date est donc d'abord celle d'un soulagement. Et si nous sommes ici réunis, c'est pour rendre hommage à leur mémoire.

Et je sais aussi combien cette date n'est pas la fin des violences, et vous l'avez rappelé, chacune et chacun à travers vos parcours. Je sais aussi qu'il y en a beaucoup ici, dans cette salle, pour qui, cette date marque parfois le début du pire. Des maires que j'avais invités m'ont dit qu'elles ne voulaient pas être là et que pour eux c'était une date sombre, parce qu'elle est le début de représailles, de massacres, des départs d'Algérie déchirants, des arrivées en France douloureuses. Ce ne fût donc ni le début de la paix ni la fin de la guerre, encore moins la fin de cette histoire dont nous sommes tous les héritiers. Mais ce fut un jalon, la fin du feu, la fin du pire pour tant d'appelés, de soldats. Et donc cette date ne peut ni être la seule, ni être reniée, oubliée, bousculée.

C'est pourquoi nous sommes là tous ensemble et c'est pourquoi je voulais qu'il puisse y avoir les voix qui furent les vôtres, conformément à ce que nous avons lancé grâce à votre initiative depuis près de cinq ans. Parce que vous tous ici, rapatriés, harkis, militaires, appelés, militants pour l'indépendance ou contre l'indépendance, familles de disparus, Juifs d'Algérie et bien plus encore, vos histoires sont toutes incomparables. Elles sont toutes singulières. Elles sont toutes irréductibles. Mais elles sont toutes inextricablement liées. Qu'on le veuille ou non. Et vous l'avez rappelé par vos témoignages, vos épreuves personnelles furent toutes des épreuves de la Nation. Elles ont changé le visage de la France.

Alors, pendant des décennies, les mémoires de la guerre d'Algérie sont restées cloisonnées, clivées, divisées. Surtout, il y a d'abord eu le silence. Et tout ça nous enseigne ce que représente une guerre, surtout quand c'est une guerre pour partie de la Nation avec elle-même. Il y a d'abord le décret de Sparte, le devoir d'oubli, le devoir de ne pas en parler pour pouvoir continuer à vivre à peu près. C'est exactement ce qui s'est passé pendant tant de décennies dans notre pays. Il ne fallait pas en parler. Quelques-unes de ces mémoires étaient reconnues, mais elles étaient irréconciliables, le travail ne pouvait être fait. Et donc, le caractère irréconciliable a d'abord triomphé par le déni, par les silences, sans doute parce que

c'est ça la vie d'une Nation aussi et qu'il faut continuer d'avancer. Et donc, chacun s'est débrouillé. Avec ses deuils, avec ses blessures, avec ses traumatismes, avec les injustices, et nous avons tous vu mesurer ces derniers jours, ces derniers mois, ces dernières années, combien il est parfois impossible, même quand la reconnaissance est là où la parole se libère, de réparer complètement tant de décennies de silence. Et c'est aussi pour cela que ces mémoires clivées, séparées, ce silence sur le terreau de clivage, d'antagonisme, de divisions.

Alors ce que nous avons fait ensemble, et aujourd'hui en est une étape - je suis si heureux que tant de collégiens, de lycéens et d'enseignants présents ici - c'est au fond un cheminement. Il est lui aussi très imparfait. Mais c'est un parcours de reconnaissance qui a consisté à mettre fin à des dénis et à des silences. Alors je sais qu'il y a eu des gestes parfois difficiles. J'ai pu faire des choses qui étaient insupportables pour quelques-uns d'entre vous dans cette salle et ensuite qui furent insupportables à d'autres. Je crois qu'il fallait à chaque fois les faire parce qu'il fallait à chaque fois que la République puisse tendre ses mains et lever ces silences et reconnaître ce qui était si longtemps attendu. J'ai vu aussi dans cette salle parfois l'incrédulité devant une parole enfin officielle parce qu'il est si difficile de mettre un terme à des décennies de combat. Et donc les choses vont continuer de se déplier et d'advenir.

En septembre 2018, la République a reconnu l'assassinat par la France de Maurice Audin, jeune mathématicien qui travaillait à l'université d'Alger et militait pour l'indépendance algérienne. Enfin ! Enfin !

Nous avons ensuite reconnu la singulière histoire des Harkis. Après avoir mis en place un nouveau système d'indemnisation dès 2019, et je veux remercier celles et ceux qui ont mené ces travaux auprès de madame la Ministre, nous avons repris le travail engagé parce qu'il était imparfait, incomplet de par ma faute. Il fallait aller plus loin et le 20 septembre 2021, quelques jours avant la journée internationale d'hommages aux Harkis et aux autres membres des formations supplétives, en reconnaissance des sacrifices consentis par leur engagement au service de la France lors de la guerre d'Algérie ici-même, plusieurs personnalités porteuses de cette mémoire ont été reçues et j'ai alors reconnu la singularité de l'histoire des Harkis, les manquements de l'administration française au respect de la dignité, de l'intégrité des personnes ainsi qu'envers elle-même et ses propres valeurs. J'ai reconnu la dette de l'Etat français et demandé pardon aux Harkis et à leurs enfants. Le 25 janvier 2022, après l'Assemblée nationale, le Sénat a adopté un projet de loi de reconnaissance et de réparation pour les Harkis. Que l'ensemble des parlementaires qui ont contribué à ces travaux soient ici remerciés. La loi a été définitivement adoptée puis promulguée le 23 février 2022. Elle prévoit une commission qui permettra aussi ce travail de justice et de réparation et je veux ici remercier mon ami Jean-Marie BOCKEL d'avoir accepté d'en prendre la charge et de la présider.

Le 17 octobre 2021, nous avons reconnu les faits qui se sont déroulés dans la nuit du 17 octobre 1961. Les crimes commis sous l'autorité de Maurice Papon entraînant la mort de dizaines d'Algériens, sont inexcusables pour la République. Ainsi, ensemble en octobre 2021, 60 ans après la répression sanglante de cette manifestation, nous étions - plusieurs ici étaient à mes côtés - au pont de Bezons, près de Nanterre, d'où sont partis ce jour-là de nombreux manifestants et où des corps ont été repêchés dans la Seine. Alors, avec plusieurs des familles frappées par cette tragédie, tant de celles et ceux qui se sont battus pour la reconnaissance de la vérité, des représentants de descendants de toutes les parties prenantes, nous avons observé une minute de silence en mémoire des victimes.

Le 26 janvier 2022, ici, à l'Elysée, ont été reçus les représentants des rapatriés d'Algérie. Ainsi que d'autres personnalités concernées par les mémoires de la colonisation et de la guerre d'Algérie. Il y a eu, là aussi, plusieurs témoignages, dont un bouleversant, une survivante de l'attentat sanglant du Milk Bar du 30 septembre 56. J'ai alors reconnu le caractère impardonnable pour la République du drame de la rue d'Isly du 26 mars 1962 lors duquel des soldats français ont fait feu sur des manifestants exprimant leur soutien à l'Algérie française et entraînant la mort de plusieurs dizaines d'entre eux. J'ai aussi reconnu le caractère tragique de l'exode de 1962 pour de nombreux Français et de nombreuses Françaises, de par son

ampleur, sa soudaineté, son impréparation, sa brutalité. J'ai aussi rendu hommage ici à l'immense contribution de tous les rapatriés à la vie de notre pays, à ses progrès industriels, agricoles, artistiques durant tant et tant d'années.

Nous avons aussi rendu hommage aux victimes civiles, et le 8 février 2022, une gerbe a été déposée par le préfet de police de Paris en mon nom sur la tombe des neuf victimes de la répression de la manifestation pour la paix et l'indépendance en Algérie en 1962. Et le 15 mars, c'est à l'instituteur et romancier algérien Mouloud Feraoun, assassiné par un commando se réclamant de l'Organisation armée secrète 60 ans plus tôt, que nous avons rendu hommage. Et je veux ici rendre hommage aux six inspecteurs des centres sociaux créés par Germaine Tillon, Marcel Basset, Robert Eymard, Mouloud Feraoun, Ali Hammoutène, Max Marchand, Salah Ould Aoudia, tous les six. Le 5 décembre 2021, journée nationale d'hommage aux morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie, les représentants de l'Etat ont, devant chaque monument aux morts, déposé une gerbe en mon nom pour honorer leur souvenir. Et le 19 janvier dernier, à Haguenau, lors des vœux aux Forces armées, j'ai rendu hommage à nos soldats, aux appelés d'Algérie, et annoncé qu'un hommage serait rendu le 18 octobre prochain, date d'anniversaire de la loi reconnaissant officiellement la guerre d'Algérie.

Ce parcours de reconnaissance est encore, comme je le disais, largement imparfait. Il s'est accompagné, aussi, d'un travail d'historiens, de vérité, parce qu'à côté de ces gestes, de ces places données, à chacune des mémoires, de ces vies dans leurs caractères irréconciliables, il y avait aussi le travail que l'histoire, que la vérité historique doit nous permettre de déplier. C'est pourquoi j'ai confié en juillet 2020 à Benjamin STORA, spécialiste de l'Algérie, la rédaction d'un rapport sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie. Ce rapport me fut remis au mois de janvier 2021. Il énonçait des préconisations pour avancer sur un chemin d'apaisement et de reconnaissance de toutes les mémoires. Et sur cette base, plusieurs initiatives ont été lancées. Certaines d'ailleurs, inspirant les gestes de reconnaissance que je viens d'évoquer. Le 2 mars 2021, j'ai reconnu l'assassinat d'Ali Boumendjel, Maître Boumendjel, avocat, dirigeant politique du nationalisme algérien. En recevant quatre de ses petits-enfants ici, j'ai pu mesurer la dignité et la force de cette histoire qui en emporte tant d'autres.

D'autres préconisations ont aussi été mises en œuvre : l'installation de plaques commémoratives signalant l'existence d'un camp d'assignation à résidence d'Algériens ou encore l'attribution, cette année, de bourses à 16 jeunes chercheurs et doctorants algériens travaillant en priorité sur les fonds d'archives en France et les questions mémorielles. Le code du patrimoine a été amélioré pour mieux articuler les impératifs de protection du secret de défense nationale avec l'accès des chercheurs aux archives. Et en décembre 2021, avec 15 ans d'avance sur les délais réglementaires, les archives relatives aux enquêtes judiciaires de gendarmerie et de police en rapport avec la guerre d'Algérie ont été ouvertes pour faciliter la recherche historique. La France a continué ce travail, et j'espère qu'il pourra être continué, par l'Algérie, aussi. Par ailleurs, le colloque international des 20 et 21 janvier 2022 à la Bibliothèque nationale de France et à l'Institut du monde arabe, a été l'occasion de mettre en lumière les parcours moins connus d'intellectuels opposés à la colonisation française en Algérie. Le 5 février 2022, une stèle en hommage de l'Emir ABDELKADER a été inaugurée à Amboise. Malgré la bêtise et l'indignité, nous continuerons. Je veux ici remercier toutes celles et ceux qui ont permis d'ériger cette stèle, remercier le maire et les habitants d'Amboise. D'autres suivront, qui permettront de constituer un réseau des lieux de mémoire de l'histoire de la France et de l'Algérie, et une exposition sera consacrée à celui qui incarne l'ouverture et le dialogue entre les deux rives de la Méditerranée, au Mucem à Marseille, à partir du 6 avril prochain.

Tout ce travail a été poursuivi et je veux ici remercier Benjamin STORA, Cécile Renault, qui a coordonné les travaux, ici même, de suivi, en lien avec le conseiller mémoire, la cellule diplomatique et l'état-major particulier à l'Élysée. La commission a également engagé plusieurs chantiers de temps long, et il s'agit en particulier du futur musée de l'histoire de France et de l'Algérie, qui devrait ouvrir ses portes à Montpellier. Il sera l'incarnation de ce travail d'histoire, de mémoire indispensable. Lieu unique permettant de réconcilier ces mémoires et de mener ce travail. De même, un premier appel à candidatures vient d'être lancé en mars 2022, pour des résidences d'artistes algériens en France, sur 3 ans. Enfin,

l'Office National des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre, qui porte depuis plusieurs années les projets pédagogiques vers l'Éducation nationale, ces témoignages de 4 voix continuera son travail, son engagement, et je l'en remercie pour faire mieux comprendre les différents parcours, donner une place à toutes ces mémoires. Tout cela, ce travail se poursuivra. C'est pourquoi la Commission mémoire et vérité, que Benjamin STORA a accepté de présider, je l'en remercie, devra poursuivre dans la durée ses travaux, son ouvrage. Tout ça, nous le faisons pour les jeunes générations, vous l'avez rappelé. Nous continuerons le travail avec l'Éducation Nationale, grâce à l'ensemble des associations, à l'ONACVG, mais je souhaite que nous puissions aussi poursuivre les initiatives prises durant ces dernières années, en particulier grâce au groupe de 15 jeunes âgés de 18 à 35 ans, qui s'est réuni pendant plusieurs mois, qui a échangé, réfléchi, proposé, et mis en œuvre plusieurs des attentes aussi, qui étaient les nôtres, et des préconisations. Je sais que ça a été parfois difficile pour eux, nous le savons. Ils ont été accompagnés avec bienveillance par celles et ceux que j'évoquais tout à l'heure, mais il faut continuer. Il y a eu parfois des pressions, des tourments, parce que ce chemin est difficile. Et donc, je veux, ici, remercier tous les jeunes qui s'y sont engagés, et leur dire que j'ai été très impressionné par leur intelligence, leur dignité, leur courage, ici même, il y a quelques mois, quand ils sont venus me parler, et qu'ils doivent poursuivre, pour eux, pour les mémoires qu'ils portent, et pour les autres de leur génération et qui suivent.

Alors, beaucoup me diront : vous faites tout cela, mais vous n'êtes pas sérieux parce que l'Algérie ne bouge pas. Et donc, à chaque fois, tous mes prédécesseurs ont été confrontés à la même chose. On dit : vous êtes faibles, puisqu'en face, il n'y a pas de répondant. D'abord, j'assume les gestes que nous avons aussi pris à l'égard de l'Algérie. En juillet 2020, la restitution des crânes d'Algériens qui étaient conservés au Muséum d'histoire naturelle depuis le XIXème siècle était un geste nécessaire. Nous avons aussi offert une coopération universitaire, académique, et les travaux de la mission STORA ont été rendus disponibles, et le dialogue se poursuit. Mais je vais être très direct avec vous. D'abord, je pense que le jour viendra où l'Algérie fera ce chemin, et je pense qu'il est plus difficile, pour le peuple algérien et les dirigeants algériens encore que pour nous, mais il viendra. Et donc, j'assume cette main tendue, et je pense qu'elle sera suivie de gestes, d'actes progressivement. Sachons les voir et les saisir.

Mais surtout, je pense que tout ce dont je viens de vous parler n'a rien à voir, au fond, avec l'Algérie d'aujourd'hui, simplement parce que c'est nous, c'est notre histoire, parce que je viens simplement de parler de nos enfants.

Ce sont nos enfants qui furent appelés pour se battre.

Ce sont nos enfants qui furent rapatriés d'une terre où ils étaient nés, qui étaient la leur.

Ce sont nos enfants, nos enfants, qui se sont parfois battus pour l'indépendance, et qui sont ensuite arrivés en France, parfois quelques décennies plus tard, pour fuir l'obscurantisme islamiste quand il s'abattait sur l'Algérie, et venir trouver ici la protection.

Ce sont nos enfants qui se sont retrouvés dans la France, appelés harkis mais devenus Français, ce sont nos enfants, qui sont ensuite devenus leurs enfants.

Ce sont nos enfants qui venant d'Algérie ou nés en France de parents algériens, vivent ici sur notre sol, dans notre Nation.

Laisser ces histoires ne pas être dites, reconnues, laisser dos à dos tant de parcours, c'est rendre impossible à la Nation de vivre en paix. Et donc, ce parcours de reconnaissance que nous allons poursuivre parce qu'il est maintenant irrêtable, est simplement la condition pour nous tous de ne rien oublier, de ne rien nier du caractère irréductible des souffrances, des douleurs, de ce qui a été vécu, mais d'assumer qu'elles sont toutes françaises. Toutes françaises, parce que la guerre d'Algérie et ses non-dits, étaient devenus la matrice et le sont encore, quand j'écoute notre actualité, la matrice des ressentiments. Ressentiment des uns qui voudraient dire que la France est une nation impossible, qui a commis tant de crimes et voudraient la déconstruire, ressentiment des autres disant qu'en quelque sorte la France s'est affaiblie en acceptant la paix et pensant que la France véritable serait un nationalisme fantasmé. La guerre d'Algérie et ses non-dits étaient devenus la matrice de tous les ressentiments, y compris pour tant et tant de nos jeunes qui n'avaient rien à voir avec cela. Donc, cette reconnaissance est

la possibilité avec beaucoup de bienveillance, de faire ce chemin de respect qui nous permet de vivre ensemble avec nos blessures qui se répondent en écho, mais en acceptant ce fait incroyable que vous avez tous entendu comme moi à l'instant. Quelles que soient les histoires qui viennent de nous être rappelées, les souvenirs sont les mêmes, les odeurs sont les mêmes, les bruits sont les mêmes, les émotions sont les mêmes, ce sont les mêmes histoires. Ce sont quatre histoires françaises.

Enfin, ce travail est aussi un travail de vérité, car à côté de la mémoire et par-delà la mémoire, il y a l'histoire. Nous avons la chance d'avoir aujourd'hui des mémoires vivantes, arrivera un moment où la nation n'aura plus que des traces écrites. Et donc, le travail d'histoire est essentiel, qui rend impossible la manipulation de notre histoire. Ne pas dire, ne pas reconnaître, ne pas mettre par écrit et consigner toutes ces mémoires, ne pas édifier ce monument qui réconcilie toutes les traces, mais qui permet aussi les controverses, qui est le travail de l'histoire et de l'historiographie, ne pas permettre la transmission ensuite de cette histoire, c'est prendre le risque de laisser l'histoire être falsifiée. Ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui dans notre Europe vous dit l'importance de ce travail. Ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine, ce que la Russie a décidé de faire, de lancer une guerre, s'appuie sur un travail idéologique méthodique qui consiste en une déconstruction et une falsification de l'histoire contemporaine de la Russie et de toute la région, parce que le travail des historiens a été empêché par certains. Parce qu'il est déformé aujourd'hui par d'autres, je veux ici vous dire l'importance de ce qu'est ce travail d'histoire. L'histoire qui ne se construit que par les traces, l'authentification, les controverses scientifiques entre historiens puis la transmission est la condition de possibilité d'une paix durable car elle définit la vérité, elle explique les doutes, elle empêche les manipulations et les falsifications. En cela, le travail que nous devons tous et toutes conduire pour notre histoire, l'histoire de la guerre d'Algérie, l'histoire qui précède comme celle qui suit est essentielle car c'est un travail de paix très profondément.

Voilà mesdames et messieurs ce que je voulais vous dire aujourd'hui avec beaucoup d'émotions et beaucoup de gravité cette date est celle d'un cessez-le-feu si important et c'est pourquoi j'ai une pensée toute particulière pour nos appelés, nos soldats aujourd'hui mais en ayant ce moment de reconnaissance et de commémoration, je voulais rassembler aussi ensemble toutes ces mémoires et nous permettre d'avancer dans cette histoire et sa transmission pour nous-mêmes et pour notre avenir. Alors, pendant ces quelques années, j'ai tenu beaucoup de mains, je ne les lâcherai pas et j'ai un rêve : c'est qu'elles se tiennent les unes les autres.

C'est ça ce qui fait la force d'une Nation, sa fraternité malgré les silences, malgré les impossibles, malgré les impensés. Je suis confiant. Il y aura encore des moments où on trébuchera, il y aura inmanquablement des moments d'énervement, il y aura des sentiments d'injustice encore mais nous y arriverons et je suis sûr que les jeunes qui sont là le feront parfaitement mais nous avons encore du travail.

Merci à toutes et à tous.

Vive la République et vive la France !